

Flash Economie

4 septembre 2020 - 995

Quatre difficultés avec un plan de relance en France

Un plan de relance en France se heurte à quatre difficultés qui peuvent le rendre inefficace.

- 1- L'attractivité de la France pour les investissements est loin d'être bonne (compétences faibles, coûts de production et impôts des entreprises élevés), et il faudrait un vrai choc d'attractivité de grande taille.
- 2- La difficulté n'est pas d'imaginer les industries du futur nécessaires, mais d'organiser la coopération entre les entreprises et l'Etat pour que la recherche et les investissements nécessaires soient réalisés (sur le modèle de la DARPA aux Etats-Unis).
- 3- La déformation forte de la structure sectorielle de l'économie implique un besoin de requalification et de mise à jour des compétences considérable, qui s'applique aussi aux jeunes ; si ce besoin n'est pas satisfait, le plan de relance n'évitera pas la hausse du chômage structurel.
- 4- Le risque de fabriquer des entreprises zombies sans dynamisme, si l'endettement des entreprises n'est pas suffisamment transformé en fonds propres, si on soutient des entreprises qui n'ont pas de perspective, si on maintient des emplois qui vont finalement être perdus, et si globalement on ne sait pas passer du soutien de l'emploi au soutien de la personne (maintien du revenu pendant qu'il y a requalification).

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

Pourquoi un plan de relance peut être peu efficace

Un plan de relance (ici en France) peut être peu efficace si :

- les problèmes d'offre empêchent l'économie française d'en bénéficier et conduisent à une hausse du chômage structurel ;
- il ne conduit pas à un supplément d'investissement et de croissance potentielle parce que l'attractivité du pays pour l'investissement reste faible ;
- il ne permet pas de monter en gamme l'économie ;
- il y a déperdition de l'argent public, par exemple qui soutient des emplois et des entreprises qui finalement disparaîtront.

Or ces difficultés existent en France : nous voyons quatre difficultés graves pour un plan de relance en France.

Quatre difficultés graves pour un plan de relance en France

1- Le problème d'attractivité de la France pour les investissements est grave.

Il faut un **vrai choc de compétitivité, de grande taille**, pour que l'investissement s'accroisse en France, puisque la France souffre :

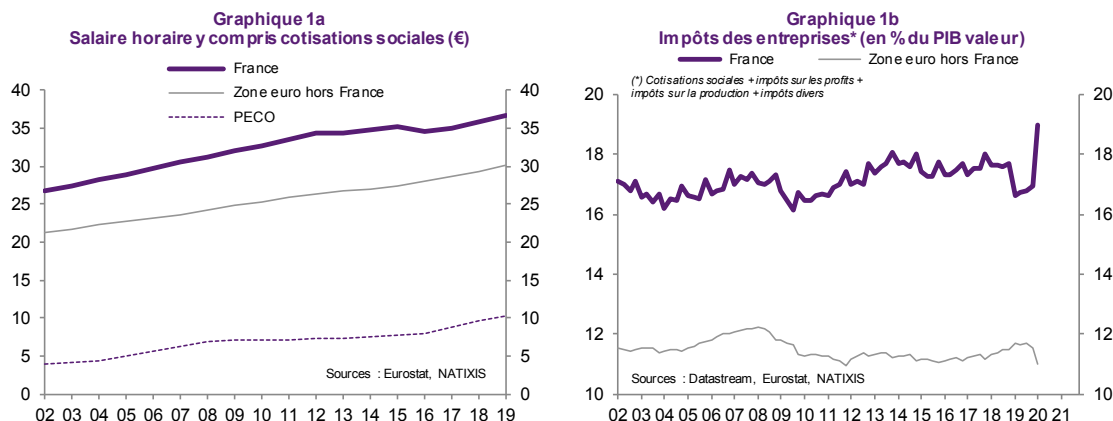
- **de compétences très faibles de la population active (tableau 1) :**

Tableau 1 : enquête PIAAC de l'OCDE, score global par score décroissant (numératie et littéracie, 2016)

Rang	Pays	Score
1	Japon	292.2
2	Finlande	284.9
3	Pays-Bas	282.2
4	Suède	279.1
5	Norvège	278.4
6	Flandre (Belgique)	277.9
7	Nouvelle-Zélande	275.9
8	République Tchèque	274.9
9	Slovaquie	274.8
10	Danemark	274.5
11	Estonie	274.5
12	Australie	274.0
13	Autriche	272.2
14	Allemagne	270.8
15	Canada	269.5
16	Corée	268.0
17	Royaume-Uni	267.2
18	Pologne	263.3
19	États-Unis	261.3
20	Irlande	261.1
21	France	258.2
22	Slovénie	257.0
23	Israël	253.1
24	Grèce	252.9
25	Italie	248.8
26	Espagne	248.8
27	Turquie	223.0
28	Chili	213.1

Sources : OCDE, NATIXIS

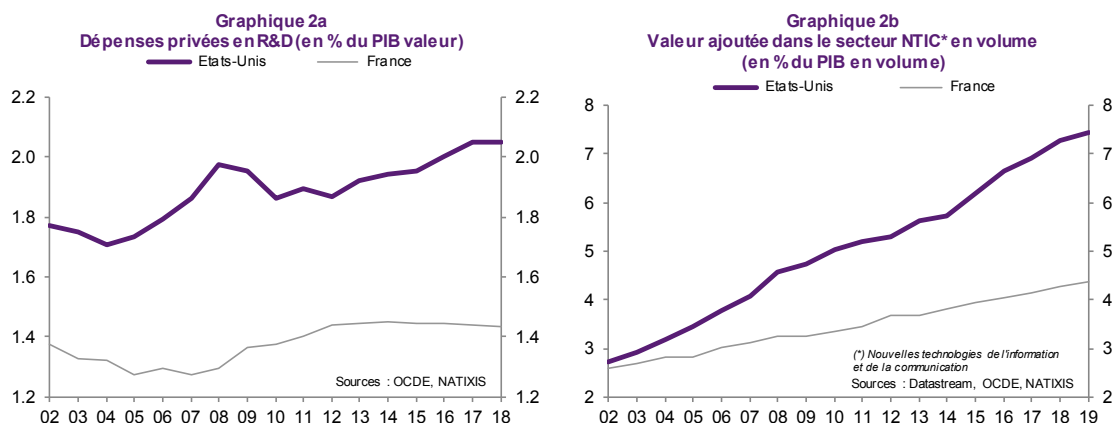
- **à des coûts salariaux très élevés (graphique 1a) ;**
- **avec une pression fiscale forte sur les entreprises (graphique 1b) ;**



2- Une absence de coopération entre entreprises et Etat pour développer les productions du futur.

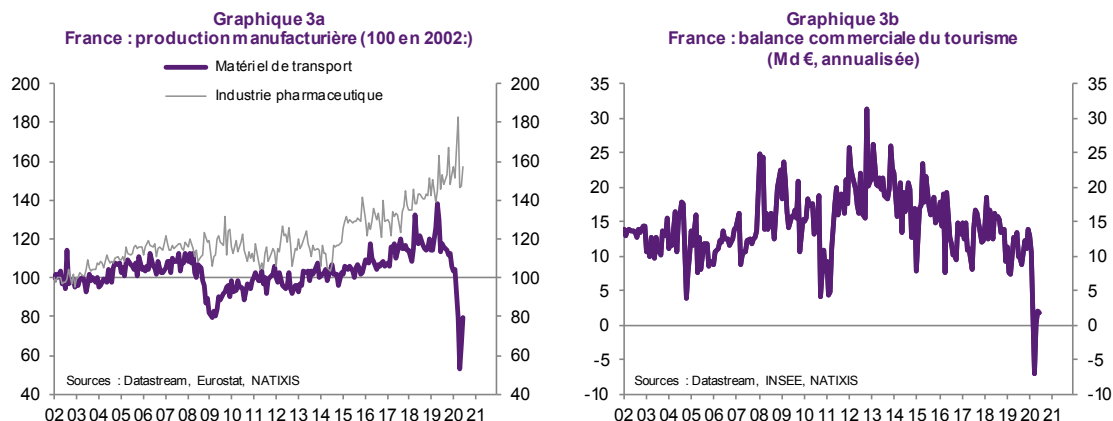
Le succès de la R&D en entreprise aux Etats-Unis (**graphiques 2a/b**) et du développement de nouveaux biens et services, vient de la capacité (par exemple avec la DARPA) d'associer l'Etat et les entreprises pour financer la recherche et le développement et partager les risques.

Ceci permet, avec l'approche « bottom-up » d'identifier les projets pertinents, d'en accélérer le développement par rapport à une approche « top-down » où l'Etat choisit des industries stratégiques sans réelle coordination avec les entreprises, et où l'annonce de choix stratégiques ne conduit pas à des développements en réalité ;

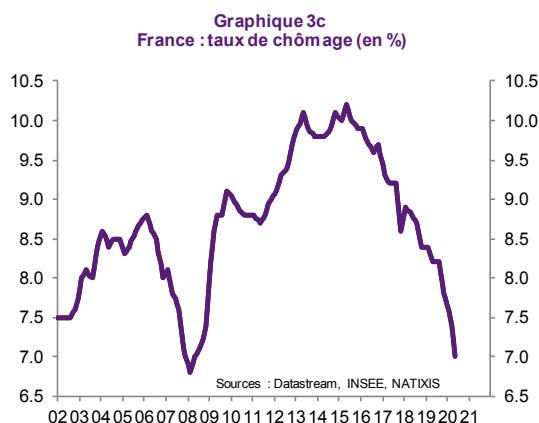


3- On attend une forte déformation de la structure sectorielle de l'économie.

La crise de la Covid conduit à ce que **certains secteurs soient durablement en difficulté** (automobile, aéronautique, **graphique 3a**, tourisme, **graphique 3b**, distribution traditionnelle, culture) tandis que d'autres secteurs sont en croissance (services informatiques, pharmacie, **graphique 3a**, distribution en ligne, sécurité).



Il va donc falloir requalifier, changer les compétences d'un très grand nombre de **salariés** pour qu'ils puissent passer du premier groupe de secteurs au second. Si le système de formation professionnelle n'est pas capable d'assurer cette requalification, il y aura une **forte hausse du chômage structurel (graphique 3c)** malgré le plan de relance ;

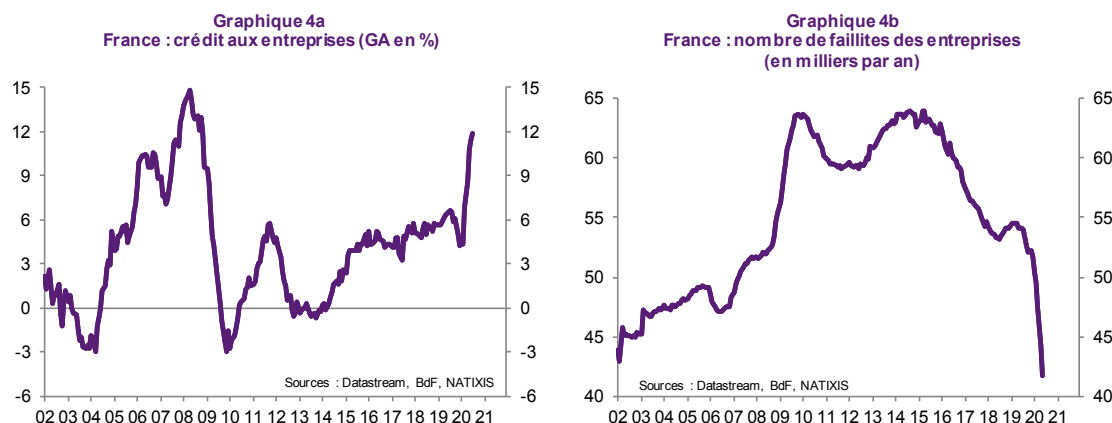


4- Le risque de multiplication des entreprises zombies.

Si :

- une partie suffisante de l'endettement supplémentaire des entreprises (graphique 4a) n'est pas transformée en fonds propres ;
- on soutient artificiellement des entreprises (graphique 4b) ou des emplois qui vont finalement disparaître,

alors il y aura beaucoup d'**entreprises zombies**, inefficaces, sans capacité de se développer, et on utilisera de l'emploi public à soutenir inutilement des entreprises et des emplois.



Il faut donc être capable **de passer du soutien de l'emploi au soutien de la personne**, c'est-à-dire, si un emploi doit être perdu, de maintenir le revenu du salarié qui l'occupait et de le requalifier.

Synthèse : quatre pièges

Un plan de relance, en France, peut donc être inefficace s'il tombe dans l'un des quatre pièges :

- ne pas améliorer suffisamment les compétences ou la compétitivité-coût ;
- ne pas permettre de recenser les projets technologiques des entreprises et de favoriser leur financement ;
- ne pas assurer la formation des salariés qui doivent passer des secteurs en difficulté vers les secteurs en croissance ;
- multiplier les entreprises zombies inefficaces, soutenir avec l'argent public des entreprises et des emplois qui seront finalement perdus.